

Identification de la mission et instance :
Délégation Bureau – Forum parlementaire de l’OCDE
Mission à Paris

- **Objectif(s) :** *Echange d’informations - Réseau*
- **Lien avec les compétences de la Communauté française :** *CF Compétence OCDE*
- **Date(s) :** *du 3 au 5 avril 2023*
- **Composition de la délégation :** *Monsieur le Président Demotte*

Monsieur le Vice-Président Bellot

Mme Roberty

Autre(s) :
- Un fonctionnaire

- **Coût :**

Transport	871
Hébergement (et frais sur place)	1.931
Total :	2.802

- **Mode de transport :** *Thalys*
- **Compensation carbone¹ :** *Néant*
- **Rapport :**

¹ <https://www.greentripper.org/fr> plateforme belge qui permet de calculer l’empreinte écologique de ses voyages

JOUR 1 : mardi 4 avril 2023

1. Perspectives économiques mondiales

Après l'allocution vidéo inaugurale de Mathias Corman, Secrétaire général de l'OCDE, nous avons assisté à un exposé sur les perspectives économiques mondiales de Luis de Mello, directeur de la branche des études de politique économique du département des affaires économiques de l'OCDE.

Un échange s'ensuit :

- Considérations sur les risques de mesures protectionnistes dans le contexte économique actuel, le rôle de l'OCDE en tant que médiateur diplomatique dans le contexte actuel de tensions ;
- Les crises comme celles du Covid démontrent à partir de l'expérience qu'ils ont eux-mêmes vécues en Amérique du Nord, que l'interdépendance des économies dépasse de loin les marchés régionaux. Ce qui se passe aujourd'hui sous l'angle des conséquences inflatoires doit être examiné dans une optique structurelle à long terme quant aux fragilités de nos économies.
- Les risques de liquidités relevés vu les tendances inflationnistes.
- L'importance de l'accès à la main d'œuvre bien formée à l'emploi dans le cadre de la transition énergétique, climatique et numérique. La transition numérique doit être régulée sous risque d'impacts négatifs sur l'emploi.
- Les problèmes spécifiques de certains pays de l'Asean. Ainsi, au Japon, on assiste à un déclin démographique et à une dénatalité inquiétante. Il est de même en Chine. C'est un risque qui peut avoir des conséquences sur l'économie mondiale. Cela peut être lié aux différents défis climatiques économiques et autres, sources d'anxiété.
- Les éléments relatifs aux opportunités d'investissement en termes d'énergies non traditionnelles. Le travail informel est un thème qui s'est imposé au Chili qui connaît aussi des problèmes de renouvellement générationnel, ce qui est problématique pour le maintien des systèmes de protection sociale.
- Pour la Roumanie, Titus Cortlatean met en lumière la question du soutien aux valeurs démocratiques.
- Lucas Ficas, pour la Lituanie relève que les Brics par rapport au G7 sont en train de prendre des parts de PIB mondial qui leur font dépasser les membres du G7
- Dan Illouz d'Israël espère que nous dépasserons la crise.
- De même, sont intervenus des délégués de Suède, Slovaquie, Espagne. Zelda Cantera pour l'Espagne a fait une longue analyse sur les causes et remèdes à l'inflation.
- Le Président Demotte est intervenu sur la question des indicateurs économiques alternatifs de croissance. Défi climatique économie informelle et numérisation posent la question de la monétisation et de la répartition des plus-values.
- En réponse, Luiz De Mello, relève que l'on a longtemps pu compter sur les prix bas sur un ensemble des produits grâce à la globalisation. Aujourd'hui, le modèle montre des fragilités dans le contexte de crises.
Il reconnaît aussi que les préoccupations démographiques peuvent avoir un impact sur l'économie.
L'adaptation des économies par la requalification des compétences des travailleurs est importante dans ce contexte.

2. Séance de travail sur les politiques sociales et du travail

Cette session a examiné l'évolution du marché du travail dans les pays de l'OCDE. Bien que la croissance de l'emploi se soit ralentie au cours de l'année 2022, le taux d'emploi pour l'ensemble de l'OCDE est bien au-dessus des niveaux d'avant la crise. Cependant, les turbulences du marché du travail persistent. Les pays de l'OCDE ont été confrontés à de fortes tensions sur le marché du travail au second semestre 2021 et au début 2022, le nombre d'entreprises signalant des pénuries de main-d'œuvre étant nettement supérieur aux niveaux d'avant la pandémie dans de nombreux secteurs d'activité et pays. Dans le même temps, les salaires réels ont baissé, même dans les pays où la négociation collective est répandue. Malgré les signes récents d'amélioration, la reprise économique au cours des deux prochaines années devrait être modérée. Des recommandations pour une réponse politique forte qui protège les groupes les plus vulnérables -qui ont également ressenti le plus fortement l'impact de la crise liée au COVID-19, et pour lesquels la reprise a été plus lente- seront partagées dans la présentation.

Les échanges ont permis d'examiner les conditions d'évolution du marché du travail dans les pays de l'OCDE remarquant que bien que la croissance de l'emploi, ce soit ralenti en 2022.

Bien que la croissance de l'emploi ait connu un ralentissement en 2022, les taux d'emploi à l'échelle de l'OCDE demeure élevé par rapport aux niveaux d'avant la pandémie. Toutefois, les incertitudes sur le marché du travail perdurent.

Au deuxième semestre 2021 et au début de 2022, les pays de l'OCDE ont été confrontés à des tensions sur le marché du travail, avec un grand nombre d'entreprises signalant des pénuries de main-d'œuvre dans divers secteurs et pays. En même temps, les salaires réels ont chuté, même dans les pays où la négociation collective est courante.

Bien que des signes d'amélioration soient apparus récemment, la reprise économique devrait être modérée dans les deux prochaines années. Il est donc recommandé de mettre en place des mesures politiques fortes pour protéger les groupes le plus vulnérables qui ont été les plus durement touchés par la crise du Covid-19 et pour lesquels la reprise est plus lente. Il est toutefois à remarquer que les turbulences du marché du travail se poursuivent.

Après une série d'interventions, M. Mark Pearson pense que tout miser sur l'amplification et les politiques de soutien des « Skills » n'est pas nécessairement LA solution. Les micro-apprentissages en situation sont plus efficaces.

Les mécanismes de dialogue social absorbent quand même mieux les chocs des crises. Dans cette optique, la logique de démantèlement des mécanismes de dialogue social auxquelles on assiste ces trente dernières années ont été néfastes.

3. Forum inclusif sur les approches d'atténuation des émissions de carbone

Cette session a fourni une vue d'ensemble du Forum inclusif sur les approches d'atténuation des émissions de carbone (Forum inclusif) récemment lancé. Le Forum inclusif vise à faciliter le partage de données et de l'information, l'apprentissage mutuel fondé sur des données probantes ainsi qu'un dialogue multilatéral inclusif afin de contribuer à une approche globale plus cohérente et mieux coordonnée des efforts d'atténuation des émissions de carbone. Le Forum inclusif rassemble toutes les perspectives politiques pertinentes d'un large éventail de pays du monde entier, participant sur un pied d'égalité.

Se sont exprimés, Kumi Kitamori, Alain de Serres, Kurt Van Dender, respectivement, directrice, adjointe de la direction de l'Environnement, directeur adjoint de la branche des études de

politique économique, du département, des affaires économiques, chef de division, par intérim, des politiques fiscales et statistiques du centre de politique d'administration fiscale. Cette session a été pour nous l'occasion d'avoir une vue d'ensemble du forum inclusif, quant aux approches d'atténuation sur les émissions de carbone qui a été récemment lancé. Ce forum cherche à faciliter le partage des données et d'information, l'apprentissage mutuel fondées sur des données probantes ainsi que la promotion d'un dialogue multilatéral inclusif, contribuant à une approche globale, davantage cohérente, et mieux coordonner des efforts qui sont aujourd'hui, conduit en terme d'atténuation des émissions de carbone. Ce forum assemble toutes les perspectives politiques pertinentes pour le vent d'un large éventail de pays du monde entier.

Est intervenu Takeshi Shina, du Japon, qui remercie les participants pour l'aide que le Japon a reçu après les terribles dégâts à son réseau énergétique suite au tsunami. Pour rendre au monde la pièce de sa solidarité, le Japon veut poser des gestes concrets en matière de développement des énergies alternatives, notamment en procédant à des recherches sur la fusion nucléaire.

- M. Keyser, député belge, s'interroge sur les moyens de recherche et le partage de la recherche en matière de recherche énergétique. De même il ne veut dissocier les questions climatiques des questions énergétiques interdépendantes.
- La Suisse s'intéresse aux systèmes de chauffage sur le dérèglement climatique. La Suisse appelle à la transparence des échanges entre pays en matière d'intervention. Il faut résoudre les problèmes ensemble.
- Harrett Baldwin insiste que le parlement britannique a été un des premiers à prendre une loi sur le zéro CO2.
Pour elle, il faut échanger les informations. Au Royaume-Uni, avec l'augmentation des prix, on a observé au Royaume-Uni que les prix avaient cru de la même manière pour ceux qui avaient des contrats basés sur les sources énergétiques fossiles et les autres. Est-ce aussi le cas dans les pays du panel représentés ici ?
- Le Brésil, le Chili, l'Allemagne, la Slovaquie, la Turquie, la Tchéquie, la Roumanie sont intervenus dans le cadre du débat, apportant chacun leur pierre à l'édifice à partir de leurs diverses expériences. Plusieurs pays dont la Roumanie et la Tchéquie ont souligné l'importance du nucléaire dans leur économie.
- Alain de Serres répond aux interlocuteurs en trois points. Un : la question n'est pas de déterminer les objectifs –on sait qu'on doit atteindre une économie bas carbone- mais sur les obstacles. Deux : ce sont les comparaisons qui semblent attirer le plus l'attention. Il faut donc savoir comment et sur quoi on compare les systèmes. Trois : il faut bien réfléchir aux coûts et à la dimension sociale pour mettre en œuvre un programme ambition de décarbonation.

4. Agir ensemble pour l'égalité des genres

La promotion de l'égalité des genres est une priorité stratégique pour l'OCDE. L'Organisation suit régulièrement les progrès réalisés en matière d'égalité des genres dans les pays membres et partenaires, ainsi que les développements politiques visant à la faire progresser dans toute une série de domaines, tels que l'éducation, l'emploi, les entreprises, mais aussi dans la vie publique. De plus en plus, l'égalité des genres est intégrée en tant que priorité politique dans tous les travaux de l'OCDE. Le prochain rapport phare de l'OCDE Agir ensemble pour l'égalité des genres examine les progrès réalisés en matière d'égalité des genres dans un large éventail de domaines. Cette session discutera des priorités politiques fixées par les pays, des progrès réalisés en matière d'égalité entre les genres, et des défis et obstacles qui subsistent.

L'égalité des genres est un enjeu majeur pour l'OCDE, qui vise à promouvoir cette cause dans divers domaines tels que l'éducation, l'emploi, les entreprises et la vie publique. L'égalité des

genres est ainsi intégrée comme priorité politique dans l'ensemble des travaux de l'OCDE. Le futur rapport emblématique de l'OCDE, « Agir ensemble » pour l'égalité des genres est un enjeu majeur pour l'OCDE, qui vise à promouvoir cette cause dans divers domaines tels que l'éducation, l'emploi, les entreprises et la vie publique. L'égalité des genres est ainsi intégrée comme priorité politique dans l'ensemble des travaux de l'OCDE. Le futur rapport emblématique de l'OCDE, « Agir ensemble » pour l'égalité des genres, analysera les progrès accomplis dans divers pays et secteurs.

Monika Queisser évoque un rapport quinquennal pour évaluer les avancées des politiques d'égalité des genres. La violence envers les femmes et les disparités salariales sont les principales préoccupations exprimées par les pays consultés.

Le Président Demotte a mis en avant l'importance de l'égalité des genres et les actions concrètes du Parlement de la Fédération Wallonie-Bruxelles, notamment avec le label HeForShe. Un plan d'action a été mis en œuvre depuis 2017, comprenant colloques, événements, concours et formations pour soutenir cette cause. Le Président Demotte a rappelé que l'égalité des sexes est une question universelle nécessitant l'engagement de tous pour lutter contre la discrimination. Pour le Parlement, l'égalité des genres est étroitement liée aux droits de l'homme.

En 2018, la Fondation Samilia a reçu un prix pour son combat contre la traite des êtres humains et les violences faites aux femmes. Des initiatives comme une journée d'études sur le « gender budgeting » et un prix pour la promotion du sport féminin ont été lancées.

Le Président a souligné la nécessité de changer les mentalités pour lutter contre les stéréotypes et les préjugés sexistes. Un comité d'avis consacré à l'égalité entre les sexes a été créé.

Néanmoins, des défis persistent, comme l'illustrent les décrets récents demandant un équilibre des genres, révélant des réticences de certaines formations politiques à nommer des représentants dans certains organes.

5. Lutter contre la désinformation et la mésinformation

Une approche conceptuelle est donnée des termes de désinformation et mésinformation.

On insiste sur les manières d'encadrer l'intelligence artificielle et informative en déterminant la dimension des éco-systèmes dans lesquels il est possible de mettre en œuvre une réglementation la plus efficace possible. Des échanges s'en suivent dont on retiendra :

- L'importance d'un échange des informations entre membres de l'Union sur les risques de désinformation en provenance de Russie (intervention de la Croatie) ;
- Le rôle joué par la Russie dans le processus de désinformation de manière très efficace et ce en l'absence de cadre législatif (intervention tchèque) ;
- Une première réflexion menée au sein du Conseil de l'Europe sur l'encadrement des réseaux sociaux, terrain fertile pour le populisme et la détérioration des conditions de vie qui conduisent, in fine à un rejet du politique (intervention grecque) ;
- L'importance de lutter efficacement contre les fausses nouvelles et le développement de compétences et d'instruments adéquats nécessaires à cette fin (Lituanie) ;
- L'importance de l'éducation et du développement de l'esprit critique à l'école pour lutter contre la désinformation (Géorgie) ;
- Mise en lumière des iniquités de la Communauté française en matière d'éducation aux médias qui jouent un rôle majeur dans la lutte contre les dérives de cette désinformation (Mme Roberty pour la Fédération Wallonie-Bruxelles).

JOUR 2 : mercredi 5 avril 2023

1. Rencontre avec le Bureau géographique du département des affaires économiques de l'OCDE et les délégués belges présents au forum parlementaire de l'OCDE

Tous les deux ans, l'OCDE cible de manière plus détaillée une série de sujet ... chaque pays membre. Le dernier rapport en ce qui concerne la Belgique date de 2022. La prochaine étape est l'étude du cas belge en 2024. Par ailleurs, l'OCDE réalise tous les 6 mois des études de perspectives économiques. La transition digitale sera au cœur de l'analyse belge à venir en 2024. L'OCDE émet à l'attention des pays concernés des recommandations qui sont proposées notamment au départ de l'analyse d'autres pays comparables (ex. des recommandations inspirées du cas danois pour la Belgique).

Un échange de vues a lieu entre l'experte et les membres de la délégation belge sur les éléments suivants :

- L'importance de développer des indicateurs économiques alternatifs tels que l'économie informelle
- Le bénévolat
- L'aide aux personnes âgées
- L'environnement et la décarbonisation
- La réduction des dépenses publiques
- Les inégalités scolaires en lien avec le contexte socio-économique du milieu familial
- L'importance de développer des politiques d'attractivités pour de bons professeurs dans les écoles défavorisées

2. Le point sur le marché de l'énergie

La Chine compte pour la moitié de la croissance de la demande de pétrole en 2023.

2 millions de barils par jour.

En ce qui concerne le gaz, les stocks de gaz européens sont supérieurs à la fin de l'hiver aux 5 dernières années (stock).

Ces stocks permettront de faire face à 90 pour-cent aux demandes nécessaires pour l'hiver prochain.

Au niveau européen et même mondial la consommation de gaz a fortement diminué. Les perspectives pluriannuelles prévoient une croissance de la demande égale à 1 pour-cent.

En ce qui concerne le charbon la demande reste importante et a fortement augmenté par rapport à 2020.

Les énergies renouvelables sont en forte croissance, en particulier le solaire, la géothermie et hydropower. La capacité du renouvelable dépassera celle du charbon en 2027.

1/3 des besoins électriques mondiaux seront couverts par des productions à basse émission co2.

L'efficacité énergétique est positive en 2022 (ex 1 voiture sur 8 vendue est aujourd'hui électrique)

Les échanges ont porté sur :

- la transition écologique vers les énergies renouvelables

- la sécurité énergétique versus impératifs de la crise climatique
- les investissements privés pour améliorer l'efficacité énergétique
- la situation géopolitique et son impact sur la crise énergétique
- le mix énergétique comme solution globale
- l'importance de la sécurité nucléaire et les nouveaux réacteurs
- l'avenir de l'hydrogène
- l'objectif de 0 émissions à l'horizon 2050 nécessite le doublement de la capacité nucléaire au niveau mondial et donc de décisions de chaque pays
- la rareté et les prix des minéraux critiques
- le déploiement des bornes de recharge électrique pour les véhicules est un enjeu majeur
- l'accès à l'énergie de base pour une partie de la population mondiale
- la biodiversité planétaire
- la production de panneaux photovoltaïques
- le coût de l'énergie nucléaire au long terme au niveau des déchets nucléaires

3. Renforcer la démocratie

- Etablir et promouvoir des normes d'intégrité politique pour les élus et renforcer la résilience face à l'influence et à l'ingérence étrangères indues.

Les échanges ont porté sur :

- nécessité de développer des règles d'intégrité politique
- l'OCDE a développé des standards depuis 2010
- l'importance de réguler la question des lobbys
- nécessité de transparence des interventions auprès des députés
- importance de créer les conditions de la confiance
- la question de la transparence du financement des partis politiques
- le bien-être général doit être la ligne de conduite des responsables politiques et non les intérêts économiques particuliers
- formation et information aux nouveaux élus sur les principes d'intégrité politique
- déclaration du conseil ministériel OCDE de 2022 du 18 novembre 2022
- difficultés pour les partis d'avoir des personnes engagées dans les fonctions électives en raison notamment de règles contraignantes
- la corruption et certaines affaires sont catastrophiques en termes de conséquence sur la confiance dans les institutions
- la transparence est un outil utile pour éviter la corruption et prévenir les conflits d'intérêt et donc renforcer la confiance dans les institutions
- la nécessité en amont également de protéger les processus électoraux
- la participation de plus de femmes dans les institutions électives réduit le risque de corruption selon plusieurs études
- la transparence sur les interactions entre lobbies et les élus est un outil utile pour prévenir les conflits d'intérêts et renforcer la confiance dans les institutions
- importance de poursuivre la réflexion au niveau de l'OCDE en lien avec les députés
- le mauvais comportement d'un élu rejaille sur l'ensemble de la classe politique (« tous les mêmes »)
- la question des dons aux partis politiques qui peuvent être des sources d'ingérence et d'influence
- les nécessaires mécanismes de contrôle interne et externe des financements des partis politiques
- l'existence de codes de conduite internes aux formations politiques

Manque de confiance dans le système actuel de la représentation.

La désinformation et les attaques étrangères sur les systèmes démocratiques et les élections sont également un souci majeur.

L'intégrité politique est un gage pour un système démocratique dans lequel le citoyen peut avoir confiance.

En 2010 l'OCDE a publié le premier rapport sur la transparence et l'intégrité, suivi d'un rapport en 2017.

➤ **Rencontre(s) organisée(s) en dehors du programme officiel : oui/non (à biffer)**

⇒ **Autorité(s) politique(s) : oui/~~non~~ (à biffer)**

Rencontre avec le Délégué général à Paris et le Délégué général adjoint – Rôle OCDE – Forum parlementaire

Date(s) : à compléter

Descriptif : à compléter

⇒ **Autorité(s) diplomatique(s)/consulaire(s)/Wallonie-Bruxelles : oui/non (à biffer)**

Date(s) : à compléter

Descriptif : à compléter

⇒ **Autorité(s) culturelle(s)/association(s)/autre : oui/non (à biffer)**

Date(s) : à compléter

Descriptif : à compléter

➤ **Suivi post-mission à assurer : à compléter**

➤ **Remarque(s) éventuelle(s) : à compléter**

Signature du chef de mission

Signature de l'agent accompagnant

Date :

Date :

Signature du chef de service

Date :